



n°11, janvier 2009

Jean-François Bayart

Directeur de recherche au CNRS

Président du FASOPO

Editorial

France : le Savoir en colère

Qui veut comprendre le mouvement des chercheurs et universitaires doit visionner l'allocution du président de la République, le 22 janvier¹. Méprisant, trivial, voire vulgaire dans son propos et ses mimiques, le chef de l'Etat a délibérément avili la profession et multiplié les contrevérités à grand renfort de chiffres spécieux. L'onde de choc a été immédiate dans le milieu. Il ne faut pas voir dans cet épisode l'un des dérapages dont Nicolas Sarkozy est coutumier, une espèce de « Casse toi pôv con » à l'endroit d'une corporation qui aurait le front de ne pas comprendre tout le bien qu'on lui veut. L'historien Peter Brown montre que le pouvoir et la persuasion, dans l'Antiquité, passent par des « styles d'échanges sociaux » d'ordre idéologique, mais aussi esthétique, moral, physique. Le « style d'échange social » des gouvernants néolibéraux avec les scientifiques, c'est ce poujadisme intellectuel dont a fait preuve le chef de l'Etat, et que l'on retrouve chez un Berlusconi ferrailant contre l'Université « communiste » entre deux chansonnettes de karaoké. La forme est adaptée au fond.

Le but des réformes en cours est de soumettre la production et l'enseignement de la connaissance au marché et au pouvoir politique. Dans son discours du 28 janvier 2008, Nicolas Sarkozy avait déjà annoncé sa volonté de donner « à l'exécutif les moyens de fixer les orientations de la recherche à long terme ». Il entend simultanément l'assujettir au *new public management* grâce à l'étalonnage de ses performances en termes quantitatifs et financiers, selon la logique de l'Espace européen de la recherche et de la stratégie de Lisbonne (mars 2000). Ce double objectif suppose que soit cassée l'autonomie des institutions universitaires et scientifiques. Il veut que le principe de collégialité et d'évaluation par les pairs, sur

¹ <http://www.elysee.fr/webtv/index.php?intHomeMinisterId=0&intChannelId=8>

lesquelles reposent celles-ci, cède la place à l'esprit d'entreprise des chefs d'établissement, promus grands patrons du « capitalisme cognitif ». La loi de 2008, dont la novlangue gouvernementale assure qu'elle consacre l'autonomie de l'Université, acte en réalité l'autonomie des *présidents* d'Université, désormais dotés de prérogatives discrétionnaires en matière de recrutement, de rémunération, d'évaluation et de définition des services de leur personnel. Dans le même temps le démantèlement des organismes scientifiques, crédités de tous les maux en toute méconnaissance de cause, est décidé parce que ceux-ci consolident l'autonomie du savoir par rapport au pouvoir, à l'administration, à l'entreprise et même, n'en déplaise à une mauvaise légende, au syndicalisme. L'avilissement des chercheurs et enseignants par le président de la République, loin d'être un incident de parcours, est la condition même de la réforme. Seule l'opprobre jetée sur la corporation peut légitimer une transformation aussi brutale. Et c'est la qualité, non la médiocrité, des performances du CNRS qui nécessite son évidement.

La résistance des chercheurs et des universitaires n'est pas corporatiste. Elle défend la liberté de la science, aussi importante que celle de la presse ou de la Justice. Elle rejoint la protestation des personnels de l'hôpital, de la magistrature et de l'Education nationale, eux aussi soumis au *new public management* néolibéral et révoltés par la destruction de leurs métiers respectifs au nom de la productivité financière. Elle rappelle l'utilité des corps intermédiaires. Le gouvernement sous-estime le risque d'explosion dont est lourde la colère des agents qu'il bafoue dans leur dignité et voue à l'extinction. Humiliant, bling-bling, autoritaire, son « style d'échange social » tient de la provocation. Dans le domaine scientifique, l'on voit mal comment il renouera les fils avec une communauté professionnelle hors d'elle. Le chef de l'Etat s'est lui-même discrédité comme recours.

A lire, sur la stratégie européenne de Lisbonne et les enjeux du conflit actuel entre les chercheurs/universitaires et le gouvernement français :

Isabelle Bruno, *A vos marques, prêts... cherchez !. La stratégie européenne de Lisbonne, vers un marché de la recherche*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant, 2008, et son compte rendu par Béatrice Hibou in *Sociétés politiques comparées*, 6, juin 2008,

http://www.fasopo.org/reasopo/n6/societespolitiquescomparees6_livre.pdf

ainsi que *Déchiffrer l' « Europe compétitive »*,

http://www.fasopo.org/reasopo/jr/these_tome1_bruno.pdf

http://www.fasopo.org/reasopo/jr/these_tome2_bruno.pdf